

Édito Il n'y a pas d'alternative... Vraiment ?

Tina : un sympathique prénom qui, pour les plus âgés d'entre nous, rappellent la voix d'une grande chanteuse américaine des années 1980... Mais il s'agit aussi, moins festif, d'un slogan politique issu de ces mêmes années 80 : « There is no alternative », traduit en français par « il n'y a pas d'alternative » est couramment attribué à Margaret Thatcher, ancien Premier ministre du Royaume-Uni (1979-1990). Cette formule signifie non seulement que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont nécessaires et bénéfiques, mais aussi que toute autre voie mène obligatoirement à l'échec. Ces trente dernières années, ce slogan a été martelé par les décideurs économiques et politiques et il s'est imposé tel un rouleau compresseur comme un schéma de pensée, un dogme qui ne peut être remis en question. Suite à la crise des subprimes de 2008, les États ont dépensé des milliards pour sauver les banques privées, se mettant eux-mêmes en difficulté en contractant des dettes colossales. La suite est connue : la crise des dettes souveraines fait rage et les mesures d'austérité imposées par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) ont plongé des pays tels la Grèce dans une situation précaire durable.

Tout ceci m'amène à partager avec vous deux réflexions énoncées par Jean Faniel, directeur général du CRISP, dans son analyse récente intitulée « Crise du politique : les deux visages de Janus »¹. Selon cet auteur : « Si la politique est la science des affaires publiques, mettant au coeur de son action la gestion de la Cité, étymologiquement, l'économie porte quant à elle sur la gestion intérieure de la maison, de la famille. La crise actuelle du politique est liée à une évolution perçue par beaucoup de citoyens comme néfaste : la maison a pris le pas sur la Cité. » Il poursuit : « Un des aspects de la crise du politique est le décalage de plus en plus net, l'impuissance même, des États et des autorités publiques face aux grands acteurs économiques. [...] La capacité des États de leur imposer des réglementations s'est réduite avec le temps : fragmentation de l'autorité, délégation des outils de politique économique à d'autres niveaux de pouvoir (Union européenne, Régions...), consensus politique sur la nécessité de laisser le champ libre à ces acteurs, ... ». Il faut toutefois admettre que « les acteurs politiques sont cependant eux-mêmes responsables, au moins en partie, de cette impuissance. L'Union européenne a acquis un poids croissant dans la prise de décision, notamment par son action en matière économique et budgétaire. La manière dont Eurostat qualifie les dépenses des États a un impact majeur sur la marge de manoeuvre de ceux-ci et de leurs composantes, les pouvoirs locaux et régionaux. » Alors que les partis populistes et d'extrême droite ont rarement atteint des scores aussi élevés lors des scrutins électoraux, n'oublions pas la place majeure que les arguments anti-Europe occupent dans leurs programmes. Marine Le Pen prône à tout-va la sortie de l'Euro et des traités européens, responsables selon elle, de tous les maux. Les réflexions de Jean Faniel sur l'impuissance politique doivent absolument éclairer les responsables démocrates, les inciter à reprendre le contrôle de la Cité et à oeuvrer pour ses intérêts et non pas pour ceux de la maison. Il s'agit là d'un enjeu essentiel si nous ne voulons pas nous réveiller groggy le matin du 8 mai.

Comprendre, c'est déjà agir. La pièce de théâtre « T.I.N.A. Une brève histoire de la crise », créée par la Compagnie Cassandre, se veut accessible et didactique. Trois hommes racontent cette crise qui leur semblait obscure hier, mais qu'ils ont comprise aujourd'hui. Vous pouvez découvrir ce spectacle le 11 mai prochain, lors d'une soirée organisée par le Ciep Lux et le Centre culturel de Habay. Tous les détails à ce propos se trouvent dans l'agenda central.

Jean-Nicolas Burnotte

¹ *Politiques de crise, crises du politique*, sous la direction de G. MATAGNE et V. van INGELGOM, Louvain-la-Neuve, 2017 (Science politique, n° 19), pages 26-27.

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...
Elvi Soppelsa

P. 6-7-8

Dossier :
Djihadisme, des clés pour comprendre

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

95^e Semaine Sociale du MOC à Charleroi les 12 et 13 avril

Sens et avenir du travail

Paradoxe : souvent, le travail est une souffrance ; mais être sans emploi ne l'est pas moins ! Le travail est vécu tantôt comme une aliénation, tantôt comme un épanouissement. Un modèle nous a guidés : celui du contrat salarié à durée indéterminée et à temps plein, garantissant un bon salaire et une bonne protection sociale. Chaque jour, il se détricote un peu plus, au point même de devenir un horizon quasi utopique pour les générations les plus jeunes. La rapide numérisation de l'économie va entraîner de nouveaux bouleversements. Nous sommes dès lors en droit de nous interroger : notre société n'est-elle pas en train de s'émanciper du travail ? Qu'il y soit répondu par oui ou par non, quelles conséquences aurons-nous à affronter ? Quel avenir souhaitons-nous construire ?

La première journée permettra de « poser le diagnostic de ce qui se passe », grâce à diverses interventions à propos de l'évolution du management du travail, de sa précarisation et de la numérisation de l'économie. Des ateliers de militants permettront également de dégager les questions et les interpellations qui nourriront la seconde journée. Celle-ci, après le retour des ateliers, fera « le point sur les controverses » actuelles liées au travail : réduction et redistribution du temps de travail, démocratisation du travail, avenir de la protection sociale et justice dans le travail.

Le programme complet est disponible sur www.moc.be.



CEME (Charleroi Espace Meeting Européen)

Rue des Français, 147 à 6020 Charleroi

Infos et inscriptions

✉ maria.vasquez@moc.be

☎ 02/246 38 51 ou 02/246 38 01

www.moc.be

PAF (participation aux journées, repas, cafés, eau, actes écrits) :

- Deux journées : 80 €
- Une journée : 50 €
- Demandeur/deuse d'emploi ou étudiant/e : 15 €/journée
- Enfant de moins de 13 ans (animation + repas) : 10 €/journée

Fopes, une nouvelle session à partir de septembre 2017 à Verviers, Charleroi et Bruxelles

Faculté Ouverte Politique Economique Sociale

Vous désirez mieux assumer vos responsabilités dans la vie économique et sociale ? Vous cherchez à comprendre les mécanismes de l'économie et les phénomènes sociaux pour bâtir une société plus solidaire ? Vous voulez développer vos capacités d'analyse, de synthèse et d'expression... La FOPES – Faculté ouverte de politique économique et sociale – est un master universitaire à horaire décalé, accessible par l'expérience professionnelle ou avec un diplôme de bachelier. Un accompagnement adapté aux adultes qui reprennent des études est proposé dès l'entrée en formation.

Une nouvelle session va démarrer à Verviers, Charleroi et Bruxelles en septembre 2017.

Plus d'infos

✉ secretariat-opesclouvain.be

☎ 010/47 39 08

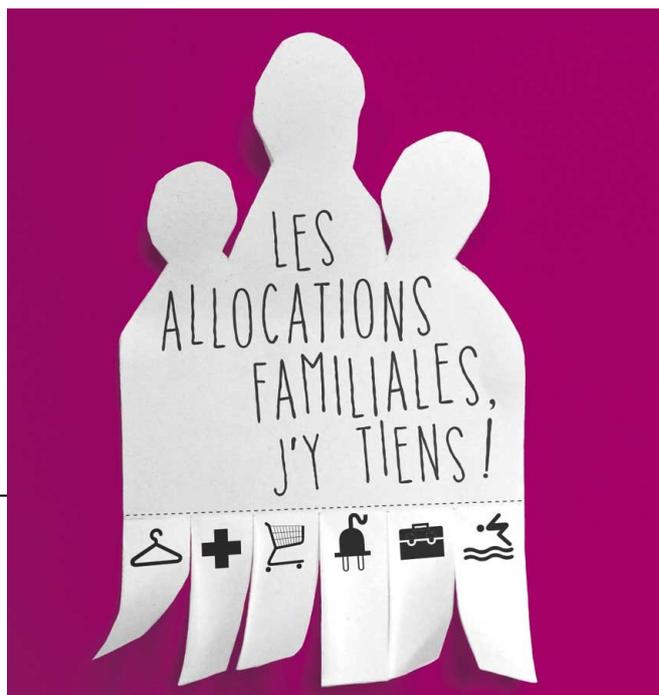
<https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes>

Les allocations familiales, j'y tiens ! Une campagne Vie Féminine

En Belgique, les allocations familiales font depuis longtemps partie du quotidien des familles. Si jusqu'à présent, elles relevaient de la responsabilité de la sécurité sociale fédérale, elles sont maintenant aux mains des régions. Une réforme qui pourrait s'accompagner de grands changements.

À l'heure où les pouvoirs publics définissent les allocations familiales de demain, Vie Féminine lance une campagne pour rappeler à quel point ce revenu et ce droit sont essentiels pour les familles et les femmes.

Plus d'infos
www.viefeminine.be



Change le monde : Assises citoyennes « Migrations » à Chassepierre

Dans le cadre de la Campagne nationale « Justice migratoire », une trentaine d'associations vous invitent à partager 3 jours consacrés à la réflexion, à la rencontre, aux échanges,...

Au programme :

Vendredi 19 mai

Des **Tables rondes** «Initiatives positives locales», «Communes hospitalières»; des **animations** «Je te lis un livre ?»; des **ateliers** «Mallettes Lire et Ecrire», «Revendications citoyennes»; du **théâtre** «Les Inouïs» et « Le garçon et le monde ».

En soirée : « Migrations : le vrai du faux » avec Sarah Klingeberg, Carine Thibault et Hervé Le Bras - animation : Pascal Claude.

Samedi 20 mai

Des **ateliers** «d'appropriation d'outils» (jeu des chaises, le bienvenu, ...), poussant à la réflexion (Brigades numériques, analphabétisme dans le monde) ou pour s'exprimer (Revendications citoyennes); du **théâtre** : «Murs Murs et Alpha Théâtre»; une **table ronde** «Migrations : le regard des Artistes» et un Apéro Politique.

Concerts : Buena Vida Social Band, Les Taupes qui boivent du lait, Jam session

Dimanche 21 mai

Déjeuner équitable suivi d'une **marche découverte** et d'une **table ronde** «Par-delà les Murs».

Avec en permanence : Radio Sud en direct, des expositions, un centre de documentation, un mur d'expression, des films, des témoignages,...

Retrouvez le programme complet sur :
www.cncd.be/changelemonde - ☎ 0474/82 50 73

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

Elvi Soppelsa

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur votre parcours professionnel et syndical ?

Je n'ai jamais aimé l'école. À 14 ans et durant 4 ans, j'ai suivi un apprentissage comme boulanger-pâtissier. En juin 1988, j'ai postulé auprès de l'entreprise de métallurgie Magolux, comme ouvrier mouleur. Cette toute jeune entreprise qui comptait alors 150 ouvriers est une fonderie de grosses pièces industrielles. J'y ai débuté sans aucune connaissance et l'apprentissage du métier



Délégué syndical et membre du Bureau Journalier de la CSC

s'est fait « sur le tas ». Je travaille donc dans cette entreprise depuis 30 ans. En 1991, on m'a proposé de me présenter comme jeune délégué CSC au sein du Comité pour la Prévention et la Protection du Travail. En 1995, je suis devenu délégué syndical. Au fil des ans, des mandats se sont ajoutés (Commission sécurité wallonne, Conseil général de la CSC Métal...), ce qui m'a permis de me former, d'être informé sur les produits de mon secteur, d'augmenter mes compétences, de comprendre et d'investir le fonctionnement et les instances de la CSC. J'avoue avoir une véritable passion pour le syndicalisme. Depuis mon enfance, les injustices me sont difficilement acceptables. J'ai toujours eu un petit côté revendicateur... Ce fut donc facile de devenir syndicaliste ! Pour réaliser du bon travail syndical en entreprise, il est important d'avoir une bonne assise auprès des travailleurs, mais également auprès de la direction. Mes différents mandats, les formations que j'ai suivies, telle l'ISCO, m'ont donné cette assise et m'ont permis d'avoir suffisamment d'expérience et de connaissances pour être un intermédiaire et un interlocuteur valable au sein de la société.

Comment envisagez-vous votre engagement ?

Au sein d'une entreprise, il y a trois organes : le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection du travail et la délégation syndicale. Ces trois organes sont importants pour le fonctionnement d'une entreprise. Ils permettent une stabilité sociale en évitant les grèves-surprises, la colère des ouvriers... Ils jouent un rôle de tampons entre ceux-ci et les employeurs. Nous sommes réellement partenaires de l'entreprise. Bien sûr, nous ne sommes pas toujours d'accord avec la direction, mais nous trouvons des solutions pour le bien de tous. Il est important de privilégier le dialogue et la confiance. Il arrive que la direction ou les travailleurs nous sollicitent à propos de problématiques qui ne sont pas toujours liées à notre fonction de représentants syndicaux. Certains ouvriers peuvent être confrontés à des difficultés familiales, à devoir faire face à des dettes, des retenues sur salaire, des divorces... Ils ont parfois besoin d'un accompagnement, d'une assistance pour résoudre ces difficultés. Nous devons faire preuve de beaucoup de psychologie et de discrétion et parfois jouer le rôle d'assistants sociaux. Notre réélection depuis 25 ans montre la confiance que les travailleurs ont dans le travail que nous effectuons. Pour moi, c'est nettement plus facile aujourd'hui qu'il y a 25 ans : la direction de Magolux porte désormais un réel intérêt aux organisations syndicales. Nous avons établi un lien de confiance qui permet une collaboration confortable.

Quelles sont, selon vous, les particularités de la CSC ?

Le dialogue. La CSC est reconnue pour cette qualité. Elle l'a toujours privilégié. Depuis 25 ans, je n'ai jamais vu des délégués se battre ou rentrer en conflit avec l'entreprise ou les forces de l'ordre. Ce travail de dialogue se fait au sein de l'entreprise et pas uniquement lors d'actions « extérieures ».

Pouvez-vous nous en dire plus à propos de la restructuration que Magolux a vécue en 2014 et de la place que la CSC a occupée dans ce processus ?

En 2014, Magolux a subi une grande restructuration, avec un licenciement collectif de 69 ouvriers étalés sur deux ans. Certains signes montraient que l'entreprise était en difficulté. Les commandes diminuaient, mais on n'avait pas imaginé une gravité de cette ampleur. Suite à une mauvaise gestion de l'information par l'entreprise, la presse a été mise au courant avant les

ouvriers, ce qui a provoqué chez eux une très grande colère. Ils ont décidé d'aller à Liège, à la maison-mère, afin d'exprimer leur mécontentement et ils ont demandé une lettre d'excuses qu'ils ont obtenue. C'est seulement après cela que les négociations à propos des conditions de licenciements ont pu commencer. Celles-ci ont eu lieu en dehors de l'usine. Pour cette phase, nous avons collecté un maximum d'informations auprès des travailleurs qui pouvaient déposer dans une boîte à suggestions toutes les questions qu'ils souhaitaient poser sur l'avenir de la société. Cette façon de procéder a permis la participation de l'ensemble des travailleurs et donc d'atténuer certaines frustrations. Il était important pour les différents acteurs autour de la table de permettre à chaque ouvrier de partir de l'entreprise la tête haute. Ces licenciements étaient économiques et ne remettaient pas en cause leurs compétences ou leurs capacités. La deuxième phase des négociations concernait les indemnités et la mise en place des licenciements. Une fois l'accord obtenu, nous avons convenu avec l'entreprise de fermer l'usine pendant deux jours. La direction et la délégation syndicale ont alors vu tous les ouvriers, licenciés ou pas. Ils ont pris un temps individuel avec chacun afin d'expliquer les raisons de cette restructuration et aussi entendre leurs questions, leurs peurs... Une cellule de reconversion a été mise sur pied afin d'aider les ouvriers dans leur nouveau projet professionnel. Je pense que Magolux a mis en place des moyens financiers et humains pour assurer un réel accompagnement des ouvriers. La bonne relation de confiance entre la direction et la délégation syndicale a facilité toute la procédure de négociation. Nous sommes reconnus comme partenaires sociaux et nous avons travaillé dans l'intérêt des travailleurs, mais aussi pour la pérennité de la société. Lors de ces négociations, mon expérience et mon ancienneté ont été un atout. Quand un délégué syndical a autant d'années de syndicalisme derrière lui au sein de la même entreprise, il connaît ses dossiers, qu'il s'agisse de la fabrication des produits ou du fonctionnement de la société. Une telle restructuration demande une grande maîtrise de soi et de ses émotions. Il faut être à l'écoute des ouvriers. Actuellement, la situation de Magolux est stable.

À votre avis, quelle est la place du syndicalisme dans la société actuelle ?

Bien que les organisations syndicales ne fassent pas l'unanimité, elles sont reconnues par nos affiliés pour les nombreux services qu'elles leur offrent. Aujourd'hui, certainement plus qu'hier, le besoin de résistance se fait ressentir. Les chômeurs, les malades, les plus fragilisés et même les travailleurs subissent de plein fouet les nouvelles mesures du gouvernement fédéral. Nous sommes bien conscients qu'une partie de la population ne comprend pas toujours notre résistance, mais nous devons continuer et développer d'autres pistes, d'autres méthodes pour toucher le plus de monde possible. Le syndicalisme est un pilier important du monde du travail qui garantit à l'ensemble des travailleurs et des citoyens, actifs ou pas, l'accès à leurs droits. Nous devons continuer à faire face à ce gouvernement de droite dont les mesures prises ont et vont avoir des conséquences au sein de nos entreprises. Le recul de l'âge de la pension en est un bon exemple. Dans une entreprise comme la nôtre où le travail est essentiellement manuel, comment va-t-on amener les gens à travailler jusqu'à 67 ans ? Il va falloir aménager certains postes de travail, ce qui va sans doute modifier la performance et la productivité de l'usine. La direction ne sait pas encore comment intégrer ces modifications... mais des conséquences, il y en aura ! En règle générale, les mesures prises par le gouvernement énervent les travailleurs. Il y a des sujets qu'il est préférable d'éviter si on ne souhaite pas attiser leur colère...

Avec votre regard, quels sont les enjeux préoccupants de la société actuelle ?

À mon sens, nous nous éloignons de plus en plus des valeurs que nous avons héritées du passé : des emplois de qualité pour tous, la solidarité et l'équité, un logement décent pour tous... Nous allons vers une société où l'individualisme prime au détriment de la solidarité, où la pauvreté augmente, où les banques s'organisent pour toujours plus de profits... La société s'organise mal. Dans ce contexte, le syndicalisme est une manière d'être présent et de résister. Il a encore beaucoup de cartes à jouer. On doit continuer de se battre pour des emplois de qualité, pour plus d'égalité et d'équité, pour diminuer le pouvoir des financiers, pour des logements décents pour tous. On doit continuer de résister. Toutefois, il est nécessaire que les syndicats se repositionnent sur leurs manières de communiquer, sur la répartition des grèves dans le temps, sur les résultats qu'ils souhaitent obtenir, au niveau national mais aussi régional. Il faut trouver le chemin pour faire du syndicalisme moderne.

Pouvez-vous partager avec nous une expérience que votre parcours professionnel et syndical vous permet de réaliser aujourd'hui ?

En 2014, j'ai prêté serment devant la Haute Cour du Tribunal du Travail de Liège pour y siéger comme juge social. Je suis actuellement juge social ouvrier. Ce tribunal fonctionne avec 3 juges : un juge professionnel en tant que président, un juge employeur (souvent un indépendant) et un juge ouvrier ou employé. Nous traitons toutes sortes de dossiers déposés au tribunal : contrats de travail, accidents, problèmes avec les CPAS, pertes d'emploi, licenciements... Je dois être présent au tribunal 3 demi-journées par mois pendant 6 mois. Après, je bénéficie de 6 mois de repos et je deviens juge suppléant. Et ainsi de suite... Siéger au sein de ce tribunal me permet d'acquérir une expérience dans le domaine législatif, mais aussi dans le domaine humain : beaucoup de dossiers sont très difficiles humainement.

DJIHADISME, DES CLÉS POUR COMPRENDRE

Les attentats de Paris et de Bruxelles ont entraîné des vagues d'émotions qui ont ébranlé le « vivre-ensemble ». On assiste désormais à un repli identitaire, incarné notamment par le succès grandissant des extrémismes. De nombreux amalgames ont cours : les personnes qui fuient leur pays du fait des exactions islamistes sont assimilées à celles et ceux qui commettent de tels actes chez nous... Une multitude d'informations contradictoires nous est livrée chaque jour par les médias, nous empêchant d'y voir clair. Dans ce contexte, le CIEP Luxembourg et le Crlux ont organisé conjointement un cycle de quatre conférences pour donner des clés de lecture aux citoyens désireux de comprendre le djihadisme. Nous partageons ici ces réflexions, livrées par quatre spécialistes.



PREMIÈRE CLÉ : LES ISLAMIS

Radouane Attiya,
Islamologue à l'ULB

Pour cet islamologue, il n'y a pas un islam, mais plusieurs islams qui diffèrent selon les sources textuelles et leur lecture, selon les lieux et les époques, selon les penseurs.

Selon les sources. Les textes pour comprendre cette religion dans toute sa diversité sont nombreux. Les sources de première main telles le Coran et les Hadiths nécessitent de nombreuses clés de lecture. Le premier, considéré comme une parole divine inspirée, comprend de nombreux passages de paix, mais aussi des passages belliqueux. Les sources secondaires sont plus nombreuses : textes hagiographiques, historiographiques, sommes théologiques, corpus juridiques, poésie arabe et traditions israélites. Certains de ces textes sont actuellement mis de côté, tels les textes israélites. La Sîra qui date du VIII^e siècle retrace la vie de Mahomet en se centrant essentiellement sur les expéditions militaires du Prophète, donnant ainsi de lui une image particulièrement belliqueuse. Ce texte fait actuellement l'objet d'une véritable sacralisation.

Selon les lieux. Actuellement, trois grandes familles nées du conflit de pouvoir qui a fait suite au décès de Mahomet en 832, déclinent l'Islam. Il s'agit des chiites (9 % ; en Iran notamment), les sunnites (90 % ; Bachar el Assad par exemple) et les Kharijites (1 %). De ces familles découlent d'autres petits groupes avec leurs spécificités (imamites, zaydites, chafiites, malikites, ibadites...).

Selon les époques. L'auteur s'appuie sur l'ouvrage du philosophe Hans Küng intitulé « L'Islam » dans lequel il propose une périodisation de cette religion en 5 étapes : l'islam primitif, l'empire islamique, l'islam classique, l'islam des oulémas et soufis et l'islam de la modernité. La période contemporaine pour l'Islam débute vers 1830-1840 avec la Nahda, un mouvement de renaissance arabe moderne, à la fois littéraire, politique, culturel et religieux. Cette époque voit la pensée arabe se pencher sur des sujets tels la pratique de la religion, la place de l'Islam en politique, la conception du pouvoir ou les questions socio-économiques. Cette mouvance est fortement influencée par l'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte en 1798, par l'affaiblissement de l'Empire ottoman et la montée en puissance des Européens en Orient. Deux grandes tendances se dessinent alors : le réformisme islamique d'une part, et l'éveil politique d'autre part. La Nahda est donc un moment déterminant dans la formation du monde arabe contemporain. Ce fut une période florissante sur le plan culturel durant laquelle la pensée au Moyen-Orient se reconfigure et où se mettent en place des schémas de réflexions nouveaux qui permettent de comprendre la formation d'États tels que l'Égypte qui sera le premier pays arabe à conceptualiser l'État-Nation comme un véritable devenir politique. Ce monde arabe en éveil va toutefois contracter des blessures narcissiques qui seront pour lui de véritables ruptures historiques : l'abolition du califat ottoman (1924), la création de l'État d'Israël, la Guerre des Six jours... Ces blessures feront naître l'Islam militant en 1930, ce qui signera la fin de la Nahda, avec des figures telles Mawdudi (1903-1979) qui remet le califat à l'ordre du jour ; Sayyid Qutb (1906-1966) selon lequel il ne peut y avoir qu'un monde binaire entre musulmans et ignorants ; Abdessalam Yassine (1928-2012) au Maroc ou encore Al-Uthaymîn (1925-2001), salafiste de la péninsule arabique. Cet Islam militant inspire bon nombre de livres qui prônent la haine des Juifs, appellent à la création d'un califat islamique... C'est cet Islam militant qui pose problème aujourd'hui. Les gens de l'EI ne sont pas des fous : ils sont structurés et guidés par ces livres et par ces théoriciens dont ils relaient les propos via les canaux satellitaires, les réseaux sociaux...

D'autres penseurs prônent un tout autre Islam : Abdellah Laroui (1933-), Taha Husayn (1889-1973), Mahmud Abbâs al-Aqqad (1889-1964), Mohamed Arkoun (1928-2010)... Ce dernier, par exemple, était un humaniste, laïc et militant pour le dialogue entre les religions. Il plaidait notamment pour un Islam repensé dans le monde contemporain.

DEUXIÈME CLÉ : LA GÉOPOLITIQUE OCCIDENTALE

Jean-Christophe Defraigne,
Professeur à l'Université Saint-Louis de Bruxelles



Jean-Christophe Defraigne pointe plusieurs événements du passé dans lesquels rôle et dont les conséquences sont encore néfastes aujourd'hui. En intervenant aussi financièrement, les pays occidentaux ont déstabilisé des régions entières et ont de haine, ici et là-bas. L'auteur en donne quelques exemples. Le 5 juillet 2014, le leader de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, devenu depuis le calife Ibrahim, a réinstauré le califat, à cheval sur la Syrie et l'Irak, tout en réclamant l'allégeance de tous les musulmans. Les djihadistes, salafistes et autres radicaux rêvent comme lui de réinstaurer le califat, sorte de retour fantasmé aux origines de l'Islam. Le califat ou empire ottoman (1527-1924) a été démantelé par Mustapha Kemal Atatürk qui a alors instauré un état turc sécularisé. Ce père de la République turque est détesté des djihadistes du fait de son combat pour la laïcité. Et les Occidentaux qui ont grignoté l'empire ottoman en Afrique du Nord et dans les Balkans afin de disposer de nouveaux débouchés commerciaux sont tout autant haïs. Lors de la Première Guerre mondiale, les Ottomans ont choisi « le mauvais camp », en se rangeant au côté de l'Empire allemand. Les accords Sykes-Picot, signés en 1916 après les négociations entre la France et le Royaume-Uni avec l'aval de la Russie et de l'Italie, ont donc dépecé l'empire ottoman, détachant par exemple le Koweït de l'Irak afin de disposer d'un accès à la mer. Les populations locales n'ont pas eu voix au chapitre, des « rois » comme Fayçal Ier d'Irak ont été placés dans des endroits dont ils n'étaient pas originaires... Après la Seconde Guerre mondiale, le monde musulman se divise entre les pays pro-occidentaux (Maroc, Iran, Turquie, Arabie Saoudite...) et les non-alignés (Syrie, Égypte, Irak...). Les Occidentaux apportent alors un soutien financier à des groupes salafistes, wahhabites, aux frères musulmans au sein de ces pays anti-occidentaux afin de les déstabiliser. On connaît la suite de l'histoire...

l'Occident a joué un militairement, mais créé un sentiment

Pour l'auteur, tous ces éléments, ajoutés à la question de la Palestine, n'ont fait qu'attiser la haine de l'Occident dans le chef des populations du Moyen-Orient, mais aussi auprès de certains jeunes d'origine maghrébine en mal d'identité. Ceux-ci sont tous au courant de l'histoire de la chute de l'empire ottoman, du rôle qu'y ont joué les pays occidentaux ainsi que dans la suite de l'histoire du monde musulman. L'État islamique joue avec leur sentiment d'injustice pour les attirer dans ses filets ou les pousser à commettre des actes terroristes en Occident.



TROISIÈME CLÉ : LE CONTEXTE SOCIAL ET SOCIÉTAL

Michaël Privot,
Islamologue de l'Ulg

L'intervenant met en un déficit leur désaffiliation

avant un triple déficit de nos sociétés occidentales qui peut favoriser la radicalisation : démocratique, économique et social. Un point commun entre les jeunes radicalisés est généralisée. Tous sont perdus, en crise d'identité. Ils n'ont pas l'impression de faire corps avec la société, d'être écoutés, d'avoir une place. Ils valorisent alors des solidarités immédiates dans leurs quartiers, dans leurs lieux de cultes et se replient sur eux-mêmes. Les extrémistes, djihadistes ou autres, ont en commun cette perte de repères, cette haine de la société et de son fonctionnement politique et économique. L'extrémisme religieux, islamophobe ou raciste touche des jeunes en opposition complète avec la société actuelle.

À cela s'ajoute le fait que l'Islam est souvent étudié et appliqué de manière non rationnelle. Il est indispensable de se pencher sur les différentes couches de cette religion, sur son contexte de développement et surtout ne pas tout prendre pour argent comptant. La théologie de l'Islam est née dans un climat de conquêtes, de guerres... Aujourd'hui, il faut savoir prendre ses distances avec des textes écrits dans un tel contexte. Or, on assiste à une survalorisation du Prophète voire à une réécriture de l'histoire qui trouve un écho chez ces jeunes en rupture. Ce terreau est cultivé par une propagande religieuse directement venue d'Arabie Saoudite, diffusée via des réseaux associatifs très denses et très actifs, grâce à la diffusion de la littérature salafiste très abondante. L'Arabie Saoudite a clairement un projet de diffusion du salafisme dans le monde. Depuis longtemps, la Belgique entretient des liens étroits avec ce royaume. Jusqu'en 1994, les Saoudiens furent les interlocuteurs privilégiés auprès de l'État belge pour toutes les questions relatives au culte musulman.

On ne peut évidemment pas exclure les parcours de vie des personnes radicalisées. Certains partent pour le djihad par idéalisme, avec un esprit de revanche, motivés par une envie de suicide, pour se sentir exister ou encore pour des raisons financières.



ET MAINTENANT, QUEL MODÈLE DE VIVRE—ENSEMBLE PROPOSER ?

Henri Goldman,
Rédacteur en chef de la revue *Politique*

L'hystérie identitaire, le terrorisme, la radicalisation, le racisme, les discriminations, le repli sur soi..., mais aussi la violence sociale et économique mettent à mal le vivre-ensemble. Ces phénomènes, ajoutés les uns aux autres, créent une véritable « fracture solidaire ». Les personnes d'un même milieu socio-économique qui devraient se serrer les coudes face aux difficultés sont souvent séduites par des propos identitaires et alimentent les partis extrêmes. Le Front national est le premier parti ouvrier de France...

Les communautés musulmanes sont les premières à être montrées du doigt et à faire les frais de cette fracture. Plusieurs phénomènes expliquent cet état de fait :

- **L'évolution des migrations** : le choc pétrolier de 1974 a mis fin aux politiques d'immigration jusque-là appliquées pour faire venir chez nous une main d'oeuvre bon marché, italienne, portugaise, marocaine et turque. Depuis les années 1990, l'immigration est à nouveau à la hausse, mais sans planification ni volonté politique. Les migrations s'appuient désormais sur le regroupement familial, l'asile, la régularisation des sans-papiers... créant un sentiment de peur et d'insécurité chez les autochtones. Les migrants s'intègrent par le travail, mais aussi par des canaux plus informels, tels la famille, le quartier, la mosquée... À Bruxelles, 48 % des enfants scolarisés suivent le cours de religion musulmane.
- **La géopolitique** : en manque d'ennemi après la chute du mur de Berlin et du bloc communiste, l'Occident retrouve un ennemi à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Les « États voyous » et les personnes de confession musulmane sont désormais les nouveaux boucs émissaires.
- **La singularité franco-belge** : la France et la Belgique ont tendance à rejeter la religion et la culture musulmanes au nom de la laïcité. Le voile, le burkini, la nourriture halal... y font débat chaque semaine ou presque.
- **Les médias** : l'image des musulmans véhiculée par les médias est particulièrement négative. Les titres racoleurs rapportent.

Une démocratie inclusive ouverte à la diversité

Comment mettre en place une société où tout le monde vit réellement ensemble et non pas où chacun vit de son côté, tout étant valorisé avec ses ressemblances et ses différences ? Henri Goldman propose trois pistes :

- **L'emploi** : les aménagements raisonnables pris par un patron pour ses employés de manière à ce qu'ils puissent pratiquer leur religion favorisent le vivre-ensemble. De beaux exemples ont déjà lieu : le 24 décembre, les travailleurs musulmans de la STIB ont remplacé ceux qui souhaitaient finir leur journée plus tôt en vue du réveillon de Noël. L'inverse aura lieu le jour de la fête de la fin du Ramadan. Le port du foulard n'est pas incompatible avec le fait pour une employée d'être compétente, polie, souriante... L'interdiction du foulard est une discrimination liée au genre.
- **L'école** : la laïcité au sein de l'école entraîne la création d'écoles musulmanes où les jeunes filles portent le voile et où seul



l'Islam est enseigné. Une école sans confession particulière, où les signes religieux ne sont pas interdits, où l'on donne cours de religion catholique, juive, musulmane... existe à Bruxelles. Très peu de musulmanes y portent le voile.

- **La nation** : cela a-t-il encore du sens de maintenir une statue de Godefroid de Bouillon sur une place bruxelloise ? Pourquoi le bourgmestre d'Ixelles refuse-t-il de donner le nom de Patrice Lubumba à une place de Matongué ? La nation s'est transformée avec les flux migratoires successifs qu'elle a connus. Elle doit être recréée avec ce que ces migrations ont fait d'elle. Elle doit les intégrer.